



## l'édito

d' **A**lain Bergounioux

### Une « nouvelle pensée unique » ?

Cette notion est devenue une expression fétiche dans les discours de Nicolas Sarkozy. Il veut lutter, dit-il, contre la « *nouvelle pensée unique qui voudrait nous dicter les débats qui seraient acceptables et ceux qui ne le seraient pas* » (12 octobre). Ce n'est pas un thème neuf chez lui. Avant 2007, il s'agissait déjà de fustiger la « pensée 1968 ». Alors, de qui s'agit-il aujourd'hui ? Des socialistes, bien-sûr, qui critiquent ses positions et ses propositions. Il y a là un tour de passe-passe rhétorique bien commode et qui n'est pas assez dénoncé. En prétendant ouvrir le débat - et en affirmant qu'il faut un grand courage pour cela, tant la gauche exercerait une « *dictature intellectuelle* » ! -, il le ferme, en réalité, pour en rester au niveau des pétitions de principe. Evoquer, en effet, la « *pensée unique* » des autres - avec un succès garanti dans les meetings - constitue un alibi commode pour éviter un débat d'idées clair et argumenté pour analyser, par exemple, les évolutions du marché du travail, la question des inégalités scolaires, le rôle de l'Etat dans une économie de l'innovation, etc.

Cette mauvaise habitude a des conséquences encore plus graves entre les mains des propagandistes de l'extrême droite, les frontistes avérés et les frontistes masqués. Car, il s'agit là de persuader l'opinion que la gauche intellectuelle interdirait que l'on parle de l'immigration, de l'islam, de la sécurité, de l'identité nationale, etc... Alors que l'on ne parle que de cela dans les médias et que quelques journalistes, essayistes, intellectuels, toujours les mêmes, sont omniprésents ! La tactique, là, est de faire penser que ce sont ceux qui défendent les droits de l'homme qui sont, en fait, responsables des intolérances, que ce sont les antiracistes qui nourrissent le racisme, que ce sont ceux qui veulent une France ouverte sur le monde qui créent la crise nationale. Il s'agit, au vrai, d'un combat idéologique majeur dans le moment où nous sommes. Sans là encore prendre le risque de mener un débat argumenté - car, c'est le socle des valeurs de la France républicaine qui est en question -, les idéologues de l'extrême droite et de la droite extrême, entendent saper les valeurs de progrès, d'égalité, de tolérance, d'antiracisme, d'universalisme pour faire triompher une nouvelle pensée qui cultive, elle, la vision d'une France figée dans une identité historique et dans une société profondément inégalitaire.

Les valeurs humanistes sont certes discutables - comme toute pensée de la société. Mais si elles le sont, c'est de ne pas être suffisamment appliquées. Loin de représenter une « *pensée unique* », elles sont la source de la dignité humaine, les garde-fous indispensables face au jeu des intérêts et aux tentations autoritaires. À ce titre, elles ne représentent pas une « *pensée unique* », ancienne ou nouvelle, mais un principe vivant qui doit être défendu comme tel et, surtout, sans complexe. On ne gagne jamais rien en n'affirmant pas ses valeurs. Nos camarades sociaux-démocrates, à Vienne, viennent de montrer que l'on peut faire face à la poussée de l'extrême droite, en défendant une politique humaine et responsable qui respecte le droit d'asile. Cette « *pensée unique* » là, nous devons la revendiquer !

# Une dérive politique

**Nicolas Sarkozy** a décliné, le 30 septembre dernier, sous forme d'interview, son avant-programme de président de « LR ». Tout indique qu'il n'a rien retenu de ses échecs passés, ni de sa défaite lors de la dernière élection présidentielle. Il s'agit sans doute pour lui de tenter de se faire passer pour un homme neuf. Après l'exercice d'un mandat présidentiel très médiocre, c'est une gageure. D'autant que sa rhétorique rappelle presque, mots pour mots, celle des années 2005-2006. Dix ans déjà...

## Une attaque en règle du modèle social.

L'avant-projet ainsi dévoilé correspond à une mise en cause du modèle social et de l'État stratège et protecteur. L'ancien Président de la République préconise une diminution de plus de 100 milliards des dépenses publiques, l'observation de la « règle d'or » budgétaire conduisant à la déflation, la privatisation de certains services publics, le démantèlement du code du travail, le contournement de la représentation des organisations syndicales de salariés. Il réclame également la fin de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), et la dégressivité de l'indemnisation des chômeurs pour mieux stigmatiser « l'assistanat », omettant au passage de signaler que l'indemnisation versée par les Assedics ne concerne que la moitié des demandeurs d'emploi.

Il existe, toutefois, deux sujets sur lesquels il cherche à se démarquer de son ancien Premier

ministre, sans pour autant récuser sa logique d'ensemble.

Ainsi, à propos de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, il prône la remise en cause des 35 heures, tout en restant fidèle au slogan « *travailler plus pour gagner plus* », ce qui rend d'ailleurs le discours globalement incompréhensible, puisque la durée légale hebdomadaire déclenche précisément le mécanisme de recours aux heures supplémentaires majorées. A propos des retraites, il demande le report de l'âge légal à 63 ans, en 2020, ce qui n'a pas grand sens, puisque, en la matière, il convient de raisonner en classes et

en bornes d'âge. Il se démarque pourtant de François Fillon, lequel revendique un report progressif, mais rapide, à 65 ans an, au nom d'un dogmatisme assez inexplicable, au regard du taux d'activité très faible des seniors, d'une part, et de l'amélioration des comptes prévisionnels de la branche retraite de la Sécurité sociale, d'autre part.

Ce catalogue de mesures de régression sociale s'accompagne d'une attaque en règle contre les

médiations sociales, le rôle des syndicats, la négociation collective apaisée et constructive, la place des corps intermédiaires. Bref un hymne à la loi du plus fort contre toute référence à l'intérêt général. La déclaration du président de « LR » sur la prétendue « chienlit », expression très connotée, confirme la démarche d'un homme qui entend manifestement concilier

*La déclaration du président de « LR » sur la prétendue « chienlit », expression très connotée, confirme la démarche d'un homme qui entend manifestement concilier néolibéralisme économique, et autoritarisme politique. Il réitère tous les éléments de langage développés pendant la dernière campagne présidentielle 2012, et en particulier les thèmes et slogans martelés au cours de l'entre-deux-tours, sous l'impulsion de son ex-conseiller « es sondages », Patrick Buisson.*

néolibéralisme économique, et autoritarisme politique. Il réitère tous les éléments de langage développés pendant la dernière campagne présidentielle 2012, et en particulier les thèmes et slogans martelés au cours de l'entre-deux-tours, sous l'impulsion de son ex conseiller « es sondages », Patrick Buisson.

Ce projet se révèle dangereux, tant sur le plan social qu'au regard de la sauvegarde des libertés publiques. Les organisations syndicales, les corps intermédiaires, les partenaires sociaux, font partie de la matrice républicaine, portent une certaine idée de l'organisation de la société et de l'exception française. Ils participent du vivre-ensemble, et contribuent, bien souvent, à

une forme d'amortisseurs de crise, de tensions, et de crispations.

Les équilibres d'une société développée, qui joue un rôle de premier plan sur la scène européenne, comme sur la scène mondiale, sont fragiles. Ils doivent être consolidés, réformés, améliorés, en dehors de toute brutalité et de tout comportement autoritaire. Notre pays a besoin de respect, de cohésion, d'unité et non d'anathèmes et de désignation de boucs-émis-

saires, à mi-chemin entre le poujadisme social et le populisme politique. Le mythe implicite du recours au pouvoir personnel ou à l'homme providentiel, sous-jacent à ce discours, n'a pas sa place dans une démocratie développée du XXI<sup>e</sup> siècle.

**La revanche pour seul horizon.** L'ambition de Nicolas Sarkozy se confond de plus en plus avec la soif de revanche personnelle, après l'échec de 2012. Son discours rabougri distille le mépris et se fige dans les rancœurs. On attend, pourtant, de la part d'un ancien chef de l'État, des propositions de progrès, un élan mobilisateur, une vision des enjeux et des défis. On se retrouve avec des recettes recuites, datées tournant le dos à l'esprit de progrès sur le

plan social, comme sur le terrain démocratique.

En fait, Nicolas Sarkozy semble avoir perdu la main. La gestion du cas « Nadine Morano » est, de ce point de vue, révélatrice. Il est vrai que la perspective des « primaires » qu'il a toujours récusées n'arrange rien. Surtout, pour le leader d'une formation politique dont la tradition a toujours réprouvé la démocratie interne et la transparence, et préféré la référence au « chef ». Manifestement, ce processus original, pour ce parti, contribue à la confusion.

Nadine Morano a ainsi déclaré, lors d'une émission télévisée de grande audience, le 26 septembre dernier, que la France était un pays de

« race blanche ». Elle a pratiqué le lien, dans le même mouvement, entre cette assertion erronée et le rejet de l'immigration, tout particulièrement, des musulmans, qu'ils soient français ou non. Cette expression fonctionne comme un cri de ralliement, une sorte de programme commun d'unedroite identitaire et réactionnaire. Avec, en toile de fond, le clin d'œil aux tenants, au sein du Front national, notamment, de ce qui

est appelé « *le grand remplacement* ». Ce type de déclaration s'inscrit dans une continuité, celle des propos de Christian Estrosi sur la « 5<sup>e</sup> colonne » en passant par « *la fuite d'eau* » de Nicolas Sarkozy, au sommet de l'élégance, pour parler des migrants et des drames humains qui se multiplient en Méditerranée, au large des côtes turquesn grecques et italiennes.

Cette assimilation du « fondamentalisme radical » à l'ensemble du monde musulman, cette peur de « l'invasion », cette référence permanente à la fermeture des frontières, cette façon de susciter l'angoisse, participent d'une même logique, celle d'un bateau à la dérive qui ne sait plus quoi inventer pour tenter, sans succès, de contenir électoralement le Front national, comme si le plagiat et la photocopie représen-

*Notre pays a besoin de respect, de cohésion, d'unité et non d'anathèmes et de désignation de boucs-émis-saires, à mi-chemin entre le poujadisme social et le populisme politique. Le mythe implicite du recours au pouvoir personnel ou à l'homme providentiel, sous-jacent à ce discours, n'a pas sa place dans une démocratie développée du XXI<sup>e</sup> siècle.*

taient la meilleure ressource du combat idéologique contre l'extrême droite.

**Une course poursuite épuisante.** En réalité, l'UMP d'hier, comme LR aujourd'hui, se révèlent incapables, politiquement et intellectuellement, de résister à la force d'attraction de l'extrême droite qui reste figée sur ses « fondamentaux ». La fuite en avant semble la solution préférée d'une majorité de cette formation qui a renoncé à toute pédagogie républicaine. Son schéma et ses réflexes l'éloignent toujours davantage des principes d'égalité des droits, de libertés individuelles et collectives, de la fraternité dont la sécurité sociale et la lutte contre l'exclusion constituent la déclinaison moderne. La nature universelle du message républicain semble également ignorée, au nom d'un récit de rejet et d'enfermement, qui mène à l'isolement vis à vis de l'extérieur, et à la défiance, à l'intérieur.

La cacophonie qui s'est emparée de LR, à l'occasion de ce feuilleton « Nadine Morano », illustre le désarroi collectif et la fébrilité du capitaine. A force de « chauffer à blanc » ses troupes, de déserrer le champ de l'analyse et de la mémoire, au profit d'une seule communica-

tion simpliste et vindicative, le clan Sarkozy s'est retrouvé pris à son propre piège. Ses leçons stéréotypées, formatées à la mesure d'un tweet, n'intéressent plus personne.

Au terme de plus de huit jours de tergiversations, Nicolas Sarkozy s'est résolu à une solution mi-chèvre mi-chou, en l'absence de l'intéressée,

mais aussi des principaux protagonistes des futures « primaires », trop heureux de laisser le « chef » mettre les mains dans le « cambouis ». Depuis, l'ancienne ministre du gouvernement Fillon siège toujours à Strasbourg, dans les rangs de « LR », et continue de développer un discours prônant la fin de Schengen, assimilant « fondamentalisme » et musulmans, parlant « d'invasion islamique

», et revendiquant une thématique d'exclusion. Nicolas Sarkozy a effectivement changé. Il a encore gagné en brutalité dans le langage et en impuissance à trancher au sein de son parti, surtout, pour rappeler à certains des siens qu'il vaut mieux parler le langage de la république pour militer chez « les républicains ».

M.B.

*En réalité, l'UMP d'hier, comme LR, aujourd'hui, se révèlent incapables, politiquement et intellectuellement, de résister à la force d'attraction de l'extrême droite qui reste figée sur ses « fondamentaux ». La fuite en avant semble la solution préférée d'une formation de droite qui a renoncé à toute pédagogie républicaine.*



## Sudhir Hazareesingh...

... est Fellow and Tutor en Sciences politiques à Balliol College, à l'Université d'Oxford, et Fellow de la British Academy. Il a été professeur invité à l'EHESS, à l'École pratique des hautes études (EPHE), et à Sciences-Po. Par ailleurs, il est membre du Comité scientifique de la revue *French Politics*, de l'*European Journal of Political Theory*, ainsi que la revue *Napoleonica*. Il vient de publier chez Flammarion « *Ce pays qui aime les idées* » et revient, parmi beaucoup d'autres thèmes, sur le déclinisme, très en vogue chez une certaine catégorie d'intellectuels hexagonaux. Il offre un regard libre sur la situation idéologique française, relevant, à la fois, d'un point de vue extérieur et d'une connaissance approfondie de nos débats.

### « Nous sommes encore dans l'ère du désenchantement »



*En tant qu'historien et analyste de la vie politique et culturelle hexagonale, quel regard portez-vous sur la « singularité » française, dans le domaine des idées et de la culture ? Comment la caractériser ?*

La France reste un pays où la culture joue un rôle considérable dans la vie publique : c'est le pays où prolifèrent encore les pamphlets et les revues, et où on célèbre avec faste la rentrée littéraire, et aussi des festivals de tout genre, pendant l'été et l'automne - je reviens tout juste de Blois, qui est une magnifique kermesse -,

sans oublier les Journées du Patrimoine. Il y a toujours des polémiques virulentes autour des déclarations d'écrivains ou de penseurs... et on a beau dire que les intellectuels ont disparu, je constate néanmoins qu'Alain Finkielkraut, Régis Debray, Michel Onfray, et Eric Zemmour ont fait la couverture des magazines, ces dernières semaines. La France reste un pays qui aime les idées : le seul problème, c'est qu'en ce moment, ce sont surtout des idées noires.



*Pourquoi, aujourd'hui, cette tendance au pessimisme et au déclinisme ?*

C'est en partie lié à la conjoncture : la crise éco-

nomique, le scepticisme grandissant face aux élites politiques - de droite comme de gauche -, la montée du populisme lepéniste, qui repose sur une vieille tradition décadentiste française. Mais, il y a aussi des tendances plus lourdes, dont témoignent tous les sondages depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle: le désarroi des français face à un monde - et une mondialisation - de moins en moins lisible, les balbutiements du projet européen, depuis 2005 - et la perte manifeste de leadership de la France dans cette sphère -, et surtout, la décomposition des deux grands piliers idéologiques qui ont soutenu l'optimisme et le volontarisme français pendant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle: le communisme et le gaullisme. Nous sommes encore dans l'ère du désenchantement.



L'identité malheureuse, dites-vous, en référence aux travaux d'Alain Finkielkraut, « illustre à quel point le déclinisme ambiant a corrompu l'héritage rousseauiste et républicain de la pensée française ». Comment comprendre qu'il touche aussi des intellectuels de gauche ?

*« Au risque de cultiver la controverse, je dirais que la gauche française n'a pas été vraiment majoritaire, en France, depuis bien longtemps. Ses grandes victoires électorales récentes (1997, 2012) sont surtout des défaites de la droite, ou des victoires personnelles (François Mitterrand, en 1988). »*

Depuis que la gauche française a perdu ses grands pères idéologiques - l'idée de révolution, de progrès, d'égalité -, dans les années 1980, elle s'est largement repliée sur la culture. Le tournant des années Mitterrand - notamment, avec le rôle d'un Jack Lang - est très manifeste, de ce point de vue. Mais, si elle a indiscutablement eu des effets positifs, cette vision culturaliste a aussi eu des conséquences conservatrices: on l'a vu, notamment, dans le débat autour de la laïcité, ou bien encore dans la montée d'une forme de nostalgie républicaine - qui se manifeste par la célébration de la III<sup>e</sup> République, comme un Âge d'or, par toute une frange de la gauche de gouvernement - voyez le culte de Jules Ferry et de Clemenceau, en ce moment. Avec le « non » au

référendum de 2005, la boucle est bouclée: la tendance dominante, à gauche, devient nationaliste et souverainiste, et elle se replie à la fois dans le temps et dans l'espace: ses horizons intellectuels se sont donc rétrécis.



La gauche intellectuelle a-t-elle perdu la bataille des idées? Cela tient-il au déclin du marxisme et aux limites du républicanisme?

En ce moment précis, la gauche s'est complètement retirée du champ de bataille. Elle semble n'avoir rien à opposer au discours conservateur dominant: rien sur la citoyenneté et le vivre-ensemble, rien sur l'Europe, rien sur la justice sociale ou la transformation écologique. Cela tient, en effet, en partie, à l'absence de substitut pour le marxisme - encore qu'elle continue d'irriguer

la pensée d'un Frédéric Lordon (1) ou d'un Alain Badiou (2). Le républicanisme n'a été, finalement, qu'une boîte à slogans pour la gauche, dans laquelle elle a pioché pour chercher à trouver des valeurs de substitution pour les anciens principes révolutionnaires.

Le marxisme français, au moins, a eu le mérite de produire Sartre et Althusser, alors qu'il n'y a aucun équivalent « républicain » chez les penseurs français contemporains.



Quels sont les voies et moyens d'une reconquête idéologique?

C'est un travail de longue haleine. Au risque de cultiver la controverse, je dirais que la gauche française n'a pas été vraiment majoritaire, en France, depuis bien longtemps. Ses grandes victoires électorales récentes (1997, 2012) sont surtout des défaites de la droite, ou des victoires personnelles (François Mitterrand, en 1988). Donc, il faut d'abord que la gauche comprenne bien ce qu'est la société française, quelles sont ses attentes et ses espérances, ses craintes aussi. Pour mettre en route cette reconquête, il faudrait revenir à Gramsci, et créer les conditions d'un

renversement idéologique profond, qui puisse contrer, puis, éventuellement, renverser l'hégémonie intellectuelle actuelle de la droite. Pour y parvenir, il faudra que la gauche retrouve et revigore ses concepts classiques, tout en inventant de nouveaux ; pour cela, il sera nécessaire de puiser dans la société civile et le monde associatif, et resserrer les liens avec le monde universitaire, qui se sont distendus. Il y a une culture de la réflexion collective qui existe dans d'autres systèmes politiques – notamment, en Allemagne –, et dont la gauche, en France, pourrait s'inspirer. C'est un problème difficile quand la gauche est au pouvoir : gouverner et réfléchir ne vont pas de pair, et toute l'énergie disponible tend à se focaliser sur l'immédiat, et le court terme.



Comment appréciez-vous ces débats au regard des autres situations européennes ? Quels sont les points communs, et quid des différences ?

La gauche est minoritaire en Europe, et divisée aussi entre une social-démocratie gestionnaire et une gauche radicale, qui est souvent politiquement dynamique et capable de susciter un réel militantisme – comme en Grèce, ou encore avec la victoire de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne –, mais qui peine à trouver des solutions nouvelles. Cette division entre la gauche gestionnaire et la gauche radicale existe aussi en France, et elle est paralysante, faisant, évidemment, le jeu de la droite. En France, la grande différence reste le poids de l'anticapitalisme, à gauche : il est beaucoup plus marqué qu'ailleurs, et c'est un phénomène qui a des effets déstabilisateurs, à la fois sur la stratégie et la rhétorique de la gauche.



Les Français se posent des questions sur leur identité, leur histoire, au moment où le racisme et le populisme montent en puissance. N'y-a-t-il pas là une contradiction de fond ? Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Les deux phénomènes sont liés : le repli intellectuel alimente la peur de l'Autre, ainsi que toutes les dérives populistes. Le racisme est nourri aussi par l'incapacité française – gauche et droite confondues – à parler sereinement du multiculturalisme : tant qu'un nouveau langage sur l'identité – plus souple, plus inclusif, et plus affirmatif sur la diversité – ne sera pas inventé, le nationalisme fermé et le sentiment xénophobe continueront, hélas, à prospérer. Je pense aussi, dans ce contexte, qu'il est temps d'avoir des statistiques ethniques en France : cela permettra de parler concrètement de la réalité – et des succès – de l'intégration. Je comprends les réticences sur ce sujet à gauche, et elles découlent souvent d'une honorable tradition universaliste. Mais, cet universalisme est devenu un obstacle, aujourd'hui, sinon pire – un paravent derrière lequel on refuse de voir la réalité, et on laisse perdurer des situations d'inégalités criantes pour certains groupes. Introduire des statistiques ethniques, c'est se donner les moyens de parler, effectivement, de la sociabilité concrète, en France, aujourd'hui – et si on ne le fait pas, on laissera le champ libre aux fantasmagoristes qui occupent le terrain, en ce moment, chez les intellectuels, comme chez les politiques, et qui véhiculent la peur et l'intolérance.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Notes :

(1) Frédéric Lordon est économiste et sociologue. Il est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne. Il est, par ailleurs, membre du collectif « *Les Économistes atterrés* ».

(2) Alain Badiou est philosophe, romancier et dramaturge. Auteur de *L'Être et l'Événement*, il est également connu pour son engagement maoïste, sa défense du communisme et des travailleurs étrangers, en situation irrégulière.

## Spécial régionales...

En prévision des élections régionales (6-13 décembre), la rédaction de *Regards sur les droites* consacre une série de reportages aux territoires les plus exposés, politiquement, au danger frontiste et à la montée de la droite forte. Troisième destination, la région Bourgogne-Franche-Comté, où le candidat UDI, François Sauvadet, n'est pas parvenu à sceller un accord politique avec le MoDem, sur fond de montée en puissance du FN, dans les zones rurales.

# Bourgogne-Franche-Comté : la droite en ordre dispersé !

2,8 millions d'habitants, soit 4,4 % de la population nationale, répartis sur une superficie de 48 800 km<sup>2</sup> représentant quelque huit départements. Si elle compte parmi les plus petites, juste devant le Centre et la Corse, la future région Bourgogne-Franche-Comté n'en constitue pas moins un enjeu politique majeur. Détenue par le Parti socialiste, elle est aujourd'hui convoitée par la droite et l'extrême droite qui tentent de se disputer la succession. Dotée d'un fort potentiel industriel, elle est coupée en deux par l'axe Dijon-Mâcon. À l'Est de cette ligne, le territoire peut se prévaloir d'une population jeune et dynamique, en constante augmentation. À l'Ouest, la densité démographique est moindre et la ruralité la norme.

**Le FN en embuscade.** Le président du Conseil régional de Bourgogne, François Patriat (cf. interview) a décidé de passer la main à son homologue de Franche-Comté, Marie-Guite Dufay, désignée tête de liste, pour mener la campagne. L'ancien ministre de la Fonction publique, François Sauvadet, par ailleurs, président du Conseil

départemental de la Côte-d'Or, conduira, pour sa part, la liste de l'union de la droite et du centre. Membre de l'UDI, il pourra compter sur l'apport du parti Les Républicains (LR), au terme d'un accord qui octroie trois têtes de listes aux centristes sur 13 régions. Il ne pourra s'appuyer, en revanche,

sur le MoDem, dont la tête de liste, Christophe Grudler, ancien membre de l'UMP et conseiller départemental dans le Territoire de Belfort, se refuse à rallier une liste, majoritairement sarkozyste. Un choix inédit, qui contrevient aux accords passés dans les autres régions.

Quant au FN, il compte bien profiter de l'élan de la fameuse partielle du Doubs où la frontiste, Sophie Montel, était arrivée au second tour, face à Frédéric Barbier qui avait finalement em-

porté la mise. C'est précisément elle qui occupe, aujourd'hui, la tête de liste du parti mariniste, et qui se complait, faut-il s'en étonner, dans un discours de dénonciation et de haine qui recherche des bouc-émissaires, sans pour autant s'afficher le terrain ! Membre du FN depuis 1987, elle cumule fonctions et mandats. Elle fait ainsi partie

*Sophie Montel occupe, aujourd'hui, la tête de liste du parti mariniste. Elle se complait, faut-il s'en étonner, dans un discours de dénonciation et de haine qui recherche des bouc-émissaires, sans pour autant s'afficher le terrain ! Membre du FN depuis 1987, elle cumule fonctions et mandats.*



du bureau politique du mouvement, depuis douze ans, où elle occupe le poste de secrétaire nationale aux élus. Elle est également conseillère régionale de Franche-Comté, conseillère municipale de Montbéliard et eurodéputée, depuis l'an dernier. C'est encore elle qui, en 1996, avait pris la défense de Jean-Marie Le Pen, qui avait déclaré alors croire en l'inégalité des races. Ambiance...

Comme partout ailleurs, le FN avance masqué... Mais, il compte bien sur l'apport des zones rurales où il agite les peurs, sur fond d'insécurité culturelle et d'arguments mensongers, pour faire le plein de voix, au soir du premier tour. Cette France des champs où le sentiment de relégation peut alimenter le vote contestataire. Ce qui a incité, d'ailleurs, François Hollande à présider un conseil ministériel décentralisé sur la ruralité, le 14 septembre dernier, à Vesoul (Haute-Saône). Et d'annoncer des mesures - versement d'un fond de 500 millions d'euros, au profit de la revitalisation des bourgs, de l'accès à la santé et de la couverture numérique - qui s'ajoutent, en les amplifiant, aux chantiers déjà lancés à l'issue d'un comité interministériel de mars.

**Vaines promesses.** C'est qu'ici, l'ancrage agricole est très fort, tant du fait de la surface cultivable et forestière que de la population active dédiée à ce secteur (plus de 63 000 personnes). En 2010, 30 000 exploitations étaient ainsi recensées.

En 2012, François Hollande y avait recueilli 27,1 % des voix, contre 26,6 % à Nicolas Sarkozy, et 20,7 % à Marine Le Pen. Un score particulièrement serré qui a incité François Sauvadet à se lancer dans une campagne de proximité. Son principe : un lieu et un thème à chacune de ses sorties. Sa cible : la loi NOTRe, dont il dénonce le contenu.

Le député de la quatrième circonscription de Côte-d'Or, qui a annoncé qu'il abandonnerait

son siège parlementaire, en janvier prochain, au motif que ce mandat ne sert plus à rien, dès lors qu'il se retrouve dans l'opposition (sic), entend faire de la jeunesse sa priorité. Il a d'ailleurs fait plancher son équipe, durant l'été, sur un Livre Blanc, dont il a retenu douze des préconisations. À commencer par le rétablissement d'une « bourse au mérite » pour les bacheliers, une refonte de la carte des formations professionnelles, un décroisement des relations entre collèges, lycées et universités, ou bien encore la mise en place d'un conseil régional des jeunes, dont nombre de collectivités socialistes ont déjà expérimenté le principe.

Pas sûr qu'il ait une parfaite maîtrise des mesures engagées en Bourgogne. Le parlementaire semble ignorer, en tout cas, que la Région a mis au point, de longue date, des contrats ressources signés, pour la plupart, dans son propre département et en Saône-et-Loire. 300 jeunes « postulants » ont été recensés, majoritairement de niveau V. Avec des projets touchant des secteurs d'activité très diversifiés : vente-comptabilité-secrétariat, services à la personne, industrie, espaces verts ou informatique. Ce qui démontre qu'en Bourgogne, des possibilités d'insertion, pour ces publics, existent bel et bien.

Le programme TalentCampus vise, pour sa part, à détecter, développer et valoriser toute forme de talent. Cette formation pluridisciplinaire et intergénérationnelle s'adresse à un très large public de lycéens, étudiants, doctorants, salariés et demandeurs d'emplois. Un détail qui aura sans doute échappé, lui aussi, à la curiosité de François Sauvadet.

Ce qui ne l'empêche pas de promettre, à qui veut l'entendre, que « *tout va changer !* » À chacun de ses interlocuteurs, il promet ainsi une révision du contrat de plan État-Région plus favorable au secteur, un soutien accru à un projet immobilier, ou bien encore un engagement en faveur des véhicules électriques, à l'échelle locale. À Lons-le-Saunier (Jura), le 2 octobre, il garantit la gratuité

*Comme partout ailleurs, le FN avance masqué... Mais, il compte bien sur l'apport des zones rurales où il agite les peurs, sur fond d'insécurité culturelle et d'arguments mensongers, pour faire le plein de voix, au soir du premier tour. Cette France des champs où le sentiment de relégation peut alimenter le vote contestataire.*

des transports scolaires à toutes les familles, sans conditions de ressources, dans l'Yonne et la Nièvre. Peu importe au fond, les économies budgétaires. Sans compter que les promesses n'engagent que ceux qui les entendent.

Un autre jour, il annonce qu'il fera de l'aéroport de Dole-Tavaux un pôle de transport multimodal à vocation régionale, combinant l'aérien et le transport routier par bus low-cost. Une plateforme qui utiliserait le biogaz et les énergies renouvelables, jure-t-il.

Sous couvert de « *changer de braquet* », il ne fait, en réalité, qu'enfoncer des portes ouvertes (cf. l'interview de Michel Neugnot). Ce, d'autant plus que la plupart de ses propositions ont été mises en œuvre, de longue date, par les exécutifs socialistes franc-comtois et bourguignon. Qu'il s'agisse du développement rural et de l'agriculture, on l'a vu, de l'enseignement – une enveloppe de 4,7 millions d'euros doit être allouée à l'investissement dans les lycées bourgui-

*Sous couvert de « changer de braquet », François Sauvadet ne fait, en réalité, qu'enfoncer des portes ouvertes. Ce, d'autant plus que la plupart de ses propositions ont été mises en œuvre, de longue date, par les exécutifs socialistes franc-comtois et bourguignon.*

gnons par le conseil régional -, de la culture, du sport ou de l'apprentissage – l'exécutif alloue des subventions de fonctionnement importantes au secteur, en sus de fonds d'investissements -, d'importants efforts ont été engagés au cours des dix dernières années.

« *Mais ce qu'il manque, c'est que notre pays a encore du mal au niveau des métiers artisanaux, pointe Marie-Guite Dufay. Nous sommes davantage tournés vers des formations générales et technologiques, et moins vers des formations manuelles. Il faut renverser cela et je pense que la première responsabilité d'une région est de faire la promotion de ces métiers en tension, aussi bien auprès des élèves que des parents.* » De projets, la candidate socialiste ne manque guère, ni d'ambition pour un territoire qui doit relever de nombreux défis.

Bruno Tranchant

## POINT DE VUE



### François Patriat

est le président du Conseil régional de Bourgogne. Il est, par ailleurs, sénateur de la Côte d'Or.

## « En Bourgogne, le vote rural est favorable au FN »

### *Quelle est la situation politique, à droite, en région Bourgogne ?*

Les Républicains et l'UDI sont parvenus à un accord. Alain Joyandet, qui était parti très tôt dans la campagne, a accepté de baisser pavillon, au profit de François Sauvadet. Un choix imposé par Nicolas Sarkozy lui-même. Apparemment, les choses se passent tout à fait normalement. Mais les tensions sont vives, au sein du parti Les Républicains, et le climat assez détestable. On voit bien, d'ailleurs, que lors des réunions de campagne, l'ambiance n'y est pas.

Il n'en demeure pas moins vrai que nos adversaires partent unis et que leur candidat mène une campagne tonique, en dépit de l'absence d'accord avec le MoDem. Tant et si bien que Christophe Grudler va conduire une liste sur laquelle figureront quelques socialistes dissidents qui ont été évincés de nos propres listes.

### *Qu'en est-il du FN ? Ce parti bénéficie-t-il d'une implantation sérieuse à l'échelle du territoire bourguignon ?*

Il est solidement implanté sur les territoires ruraux. À contrario de ce qui se fait ou se dit, actuellement, je crois donc nécessaire de privilégier les zones urbaines où les voix de la gauche se concentrent, pour l'essentiel. Pour le reste, je suis convaincu que le vote frontiste recueillera un écho favorable dans

l'Yonne, le nord du Doubs et la Haute-Saône. Sans doute un peu moins dans les autres départements. Mais, globalement, il pourrait recueillir de 20 à 25 % des suffrages, ce qui le situe à un niveau élevé.

### *Sophie Montel, la candidate FN, mène-t-elle une campagne active ?*

Personne ne l'a jamais vue, en Bourgogne ! On ne sait d'ailleurs même pas qu'elle existe. Mais, le vote rural, paysan et agricole, lui est favorable. Au point, que l'on peut parler de basculement électoral. Y compris en Côte d'Or, où il gravite autour de 30 %.

Mais, je le répète, le FN n'est pas en campagne. Et comme toujours, il avance masqué. On ne le voit nulle part, on ne l'entend pas. Il n'y a d'ailleurs aucun mouvement d'humeur, aucune agressivité à déplorer ici ou là. Il se contente de jouer sur la rancœur et l'agressivité de certains de nos électeurs.

### *Quelles thématiques la droite républicaine déploie-t-elle sur le terrain ?*

Elle joue sur les arguments classiques, en pointant, plus particulièrement, la hausse des impôts et du chômage, ainsi que la prétendue « gabegie » de l'exécutif socialiste qui n'aurait pas produit les efforts suffisants pour donner à la collectivité la dimension escomptée. Elle ne manque, par ailleurs, pas d'exploiter l'affaire

des migrants et cogne sur la loi NOTRe et la baisse des dotations publiques, arguant que les collectivités sont financièrement étranglées et que le regroupement des intercommunalités, ajoutée à la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue un désastre pour le monde territorial.

*Vous avez produit un gros travail à la présidence de la Région Bourgogne, dont vous pouvez vous prévaloir, aujourd'hui...*

Oui, et je fais d'ailleurs campagne sur les thématiques qui ont porté la collectivité, depuis plusieurs années. Les actions que nous avons menées en faveur de l'industrie, de l'innovation, des lycées, de la formation professionnelle ou du développement rural méritent d'être soulignées, et nous ne manquons pas d'en faire la publicité. Nous sommes d'ailleurs plébiscités à chacune de nos sorties. Mais les attaques à répétition de la droite contre la baisse des dotations et le redécoupage du territoire, ajoutées au ressentiment des nos

concitoyens face à la hausse des impôts et du chômage pèsent inéluctablement dans la balance. À nous de les convaincre du bienfondé des politiques que nous menons.

*Fort de ce constat, comment les socialistes organisent-ils la riposte ?*

La gauche mène une campagne classique, fondée sur la proximité et les liens avec la population. J'ai le sentiment, à cet égard, de revivre la séquence de 2004, durant laquelle nous avons fait des propositions pour le territoire, avant de nous lancer à corps perdu dans la campagne.

Jusqu'ici, il n'y a pas eu de meetings, mais des cafés-débats, au cours desquels nous avons réuni beaucoup de monde, ce qui est encourageant. Nous nous efforçons, surtout, de convaincre les indécis qui nourrissent l'abstention et le vote frontiste. C'est tout l'enjeu de ce scrutin.

Propos recueillis par B.T.

## Témoignage



### Loïc Niepceron

est Premier secrétaire fédéral de la Haute-Saône. Il revient sur les enjeux de l'élection, dans un département où les collusions entre la droite et le FN sont nombreuses.

« Plus nos communes sont isolées, plus le risque de voir le FN monter en puissance est grand ! »

#### *Quelle est la situation politique à droite, dans le département de la Haute-Saône ?*

Elle est sous-tendue par les primaires. Des trois parlementaires locaux, l'un soutient Bruno Le Maire, l'autre, Sarkozy, tandis que le troisième, d'inclination sarkozyste, est plus indécis. Après le succès d'Yves Krattinger aux élections départementales, la droite tente de surfer sur la situation nationale. Mais, il n'y a pas de débat dans ses rangs. Tant et si bien qu'elle subit un véritable essoufflement dans l'Est du département, où la gauche détient nombre de cantons. J'ajoute que, pour l'heure, transparaît une division latente entre l'UDI et LR, en attendant la publication de la liste. La presse se fait d'ailleurs l'écho de ces tensions.

#### *Depuis les départementales, la porosité entre l'ex-UMP et le FN n'a fait visiblement que s'affirmer...*

Oui, et il faut rappeler que nous avons conservé le département, au terme d'une campagne méthodique, en expliquant la raison d'être des politiques que nous menons à la tête de l'exécutif. Le message est passé auprès de la population. La droite n'avait d'ailleurs pas de projet. Pis, dans certains cas de figure, il y avait très clairement collusion avec le FN. Au point

que l'on peut effectivement parler de porosité entre les candidats des deux partis, qui se sont côtoyés plus souvent qu'à leur tour. Ce qui nous a permis de conserver un certain nombre de cantons, compte tenu du glissement des voix entre les deux partis, comme à Villersexel. Et ce, en bénéficiant du soutien de plusieurs maires modérés, venus nous soutenir, pour l'occasion, comme ce fut le cas, notamment, à proximité du Territoire de Belfort, en faisant contrepoids au FN.

#### *Concrètement, quels sont les arguments déployés par Les Républicains et le FN pour tenter de convaincre les électeurs ?*

La droite s'en tient, pour l'heure, à de vaines tentatives de déstabilisation. Elle ne fait qu'enfoncer le clou, là où subsistent des divergences, au sein de la gauche. Avec l'ambition de rendre caduque tout accord politique entre les deux tours. Elle entretient volontairement le flou.

Le FN se fait beaucoup plus discret, comme sur le reste du territoire bouguignon, où l'on ne voit aucun de ses candidats. Pas plus qu'on ne lit ses tracts ou affiches, pour l'heure inexistantes. En Franche-Comté, l'eurodéputée, Sophie Montel, candidate malheureuse face à Frédéric

Barbier, lors de la partielle du Doubs, est invisible ! Ses amis se sont contentés de monter au feu, lorsque Marie-Guite Dufay et François Patriat ont proposé d'augmenter l'aide aux communes qui ont accueilli des réfugiés – les régions Bourgogne et Franche-Comté ont doublé l'aide du ministère de l'Intérieur, à hauteur de 1 000 € – sur le territoire. Depuis, ils surfent sur cette thématique, en martelant que les fonds versés en faveur des migrants n'iront pas dans les poches de nos concitoyens.

### *L'antienne anti-immigrante et xénophobe a bon dos...*

Absolument. Mais, je le répète, le FN reste muet ! Ce qui ne l'empêche nullement d'avancer en constituant ses listes, d'autant que celui qui, jusqu'ici faisait office de leader local, vient d'être débarqué, au profit d'un jeune loup.

### *Comment les socialistes s'organisent-ils localement pour emporter la mise ?*

Nous sommes entrés en campagne, à l'issue de la présentation des listes. Deux temps forts ont marqué le début des hostilités : l'organisation de forums, dans chaque département, au-

tour de problématiques liées à la ruralité, les services publics ou les transports. En Haute-Saône, le débat a attiré une soixantaine de participants. Deuxième temps-fort : des cafés-débats, pilotés par nos 116 candidats, dans leur ère géographique.

300 autres rencontres sont prévues, en sus de réunions et d'une campagne de porte-à-porte rondement menée, en ciblant plus particulièrement les communes où le degré de déperdition entre les législatives et les départementales a été le plus élevé. Enfin, le site « *Notre région d'avance* », ouvert au public récemment, permet à nos concitoyens de se livrer à des commentaires, en toute liberté.

La fusion des forces de gauche sera nécessairement gagnante. L'union fait plus que jamais la force ! Mais, il y a une crainte légitime chez nos concitoyens, liée à l'éloignement des centres de décision, puisque Dijon est appelée à devenir la capitale de la Région. La Haute-Saône compte aujourd'hui quelque 545 communes. Plus elles sont isolées, plus le risque de voir le FN monter en puissance est grand !

Propos recueillis par B.T.

## Témoignage



### Michel Neugnot

est Premier secrétaire fédéral de Côte-d'Or. Il est, par ailleurs, conseiller régional de la Région Bourgogne, en charge des Finances, des plans et évaluation, du personnel et de la questure, de la mobilité et de la démocratie participative.

## « Partir de cas concrets et rappeler le sens de nos valeurs »

*À quelques semaines des élections régionales, quelle la situation politique, à droite, dans le département de Côte-d'Or ?*

Le plus à même d'évoquer ce sujet serait François Sauvadet, lui-même. Pour notre part, nous avons publié nos listes, le 19 septembre dernier, et peaufiné notre stratégie de campagne durant l'été. La sienne ne sera connue qu'à la mi-octobre. Et pour cause, il va lui falloir assurer le mariage de la carpe et du lapin ! Il est lui-même tête de liste UDI, avec 75 % de Républicains à ses côtés. Autant dire que ça coince dans les différents départements qui composent le territoire.

Mais, ce qui importe, au fond, ce sont les politiques qui seront menées, la façon dont sera conçue cette grande région. Il ne suffit pas de dire que l'on veut du grand pour le territoire. Encore faut-il ne pas être soi-même petit bras ou totalement déconnecté de la réalité, comme peut l'être François Sauvadet.

*Ce même François Sauvadet a fait plancher un groupe de jeunes, pendant l'été, sur un Livre blanc, qui a accouché de 12 propositions. Il suggère, en particulier, le rétablissement d'une « bourse au mérite » pour les bacheliers, une refonte de la carte des formations*

*professionnelles, un décloisonnement des relations entre collèges, lycées et universités, ou bien encore la mise en place d'un conseil régional des jeunes. Que vous inspire ce travail ?*

Paroles, paroles, paroles. La priorité du prochain mandat, ce sera l'intégration, à l'échelle nationale, d'une grande région regroupant la Bourgogne et la Franche-Comté, en sus de l'adoption de nouvelles compétences. Les annonces de François Sauvadet sont d'autant plus curieuses que beaucoup de ses préconisations existent déjà ! Ce qui suffit à démontrer sa méconnaissance totale de l'existant. Il doit prendre conscience que cette région englobera, dès le 1er janvier prochain, huit départements dont les compétences seront bien plus variées que celles qui valent pour chacun d'entre eux.

*Comment les candidats de la liste socialiste entendent-ils se mettre en ordre de marche ?*

Il va nous falloir créer les conditions d'une identité commune, ce qui transite nécessairement par la culture, le sport et la vie associative. Pour l'heure, nous sommes dans une démarche administrative qui doit réunir, autour des mêmes valeurs, tous les hommes et les femmes du territoire.

Les trois domaines précités constituent un élément essentiel pour y parvenir. Il nous faudra donc sanctuariser le budget et organiser, quelques semaines après l'élection, une grande conférence avec l'ensemble des acteurs de la culture, du sport et de la vie associative pour forger et favoriser, ensemble, cette identité.

Nous préférons expliquer ce que nous voulons faire, plutôt que de nous attarder sur les mesures que nous serons appelés à mettre en œuvre. Il nous faut impérativement avoir une démarche de projet, en expliquant, d'emblée, à nos concitoyens les objectifs que nous souhaitons atteindre lors du prochain mandat.

*Venons-en au FN. Compte tenu de la configuration territoriale de la Côte-d'Or, à dominante rurale, n'y a-t-il pas un danger particulier de voir ce parti obtenir un score élevé, au soir du premier tour ? Quelles réponses politiques, les socialistes et la gauche, dans son ensemble, peuvent-ils*

*apporter aux électeurs qui pourraient être tentés par le vote frontiste ?*

Nous combattons pied-à-pied les propositions formulées par les représentants de ce parti. Une cellule riposte est appelée, d'ailleurs, à voir le jour, qui s'efforcera de remettre les choses en ordre. Mais, pour l'heure, les propositions ne sont pas légion, en-dehors des observations qui ont été faites au sujet des populations migrantes qui se contentent de reproduire les communiqués officiels du FN.

Nous entendons démontrer ce que peut être la gestion locale sous les couleurs Bleu Marine, exemples à l'appui. À Saumur-en-Auxois, où un ancien militant FN m'a succédé, il est aisé de voir comment ce parti a pu prendre en main certains dossiers se rapportant à la culture ou la vie associative. Le résultat est catastrophique. Il nous faut donc partir de cas concrets et rappeler le sens de nos valeurs, en répondant, point pour point, à tout ce qui peut relever de la démagogie.

Propos recueillis par B.T.



# François Sauvadet face à ses contradictions

Le Livre blanc de la jeunesse de François Sauvadet se réfère aux enjeux de la vie étudiante, en termes de formation et de qualité de vie. Sous couvert d'inventaire de la gestion socialiste de la Région, il ne fait, en réalité, qu'enfoncer quelques portes ouvertes. L'exécutif piloté par François Patriat a fait, de longue date, de ce chantier une priorité. Preuves à l'appui.

- « *Notre première proposition est de créer une Bourse au mérite régionale* », explique le Livre blanc. Le montant de cette atteindrait 900 €.
- Deuxième priorité, celle de l'insertion professionnelle des étudiants, via la mise en place d'une « *semaine de l'insertion professionnelle* ».
- Troisième proposition : la création d'un ticket restaurant étudiant.
- Quatrième proposition : l'implication « *plus directe* » des collectivités dans le processus de développement des logements étudiants.

Les promesses de François Sauvadet pèsent bien peu, au regard des réalisations du Conseil régional. Faut-il rappeler, à titre d'exemple, que le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation constitue un socle stratégique autour de priorités ciblées, efficaces et de mises en cohérence avec les autres acteurs. Ce schéma est le seul en France à avoir été pensé, dès l'origine, par les deux régions qui sont appelées à fusionner en janvier. Son objectif, d'ici 2020 : faire de l'innovation un moteur de croissance des territoires. Ce schéma découle de la loi de programmation pour l'enseignement supérieur et la recherche de juillet 2013. « *Mais, c'est depuis 2006 que nous soutenons les structures d'innovation* », précise l'actuel président de l'exécutif, François Patriat.

## Ses autres propositions :

- S'il est élu, François Savadet promet, en particulier, de débloquer des fonds régionaux pour financer le développement de l'aéroport de Dole-Jura.

Sans doute feint-il d'ignorer l'existence d'un aéroport, à Dijon même, future préfecture régionale. Il est vrai qu'il comptait parmi ses opposants les plus virulents, en prônant sa fermeture. Surprenante contradiction à visée purement électoraliste.

S'il devait poursuivre son aventure sous sa forme actuelle, l'aéroport de Dole occasionnerait une dépense de 5 millions d'euros par an et par billet, aux frais du contribuable. D'où l'idée de conserver à Dijon l'aviation d'affaire, tandis que Dole-Tavaux se positionnerait seul sur l'aviation de tourisme. Ce dans un contexte où le département du Jura subventionne à plein, et seul, l'aéroport jurassien.

- « *Si je suis élu, nous garantirons la gratuité des transports scolaires à toutes les familles, sans conditions de ressources.* »

François Sauvadet n'y va pas par le dos de la cuillère en matière de promesses électorales. Au diable les économies budgétaires ! Cette annonce va, d'ailleurs, à l'encontre de la stratégie déployée par un autre UDI, André Villiers, président du Conseil départemental de l'Yonne, dont la collectivité a supprimé, purement et simplement, la gratuité des transports scolaires, en février 2013. Convaincu d'avoir mis en place un « système vertueux », qui représente une économie de 5 millions annuels, ce même Villiers redoute de voir le contribuable mettre la main à la poche... « *C'est contraire à l'éthique publique* », assène-t-il ! Pas très cohérent, tout ça.

Ajoutons que 45 % du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 sera affecté aux trans-

ports et la mobilité. Ce même CPER prévoit la mobilisation de près de deux milliards d'euros, lors des six prochaines années par l'État, la Région Bourgogne, l'Union européenne et les collectivités locales. Ce, afin de procéder à des « investissements futurs pour assurer le développement économique, l'emploi et la cohésion du territoire », selon les propres termes de François Patriat. Trois axes ont été retenus pour ce plan : l'innovation, la transition écologique, et la mobilité.

• « *Le déploiement du très haut débit sera la priorité des priorités. Jusqu'à présent, les régions ont joué petit bras avec seulement 40 M euros d'investissement. Nous voulons le porter à environ 100 M euros grâce à un emprunt longue durée* ».

Refusant de céder à un discours résolument démagogique, Marie-Guite Dufay souligne l'impossibilité de couvrir le territoire en haut débit et très haut débit, avant dix ans. « *La solution réside sans doute dans des partenariats public/privé* », expliquait-elle récemment dans la Nièvre. Sa priorité : les zones rurales érigées en lieux d'innovation. « *Innovation économique, grâce à la révolution numérique, innovation sociale, grâce à la qualité de vie à laquelle chacun aspire, et innovation écologique* ». « *La région devra investir massivement dans le développement des énergies renouvelables qui constituent une nouvelle ressource, notamment pour les territoires ruraux* », précise-t-elle.

• Critiquant ouvertement la politique menée par François Patriat et son équipe en matière d'artisanat et de formation professionnelle, François Sauvadet propose la mise en place d'une conférence régionale des métiers de l'artisanat, qu'il présiderait lui-même une à deux fois par an et qui réunirait l'ensemble des présidents de chambre des métiers de la région.

En Bourgogne, ce sont près de 7 apprentis sur 10 qui décrochent un contrat de travail dans les six mois suivants l'obtention de leur diplôme. Ce que semble ignorer François Sauvadet ! Précisons encore que la moitié du Budget pour la formation professionnelle est engagée dans la présente session, soit 73,2 M€.

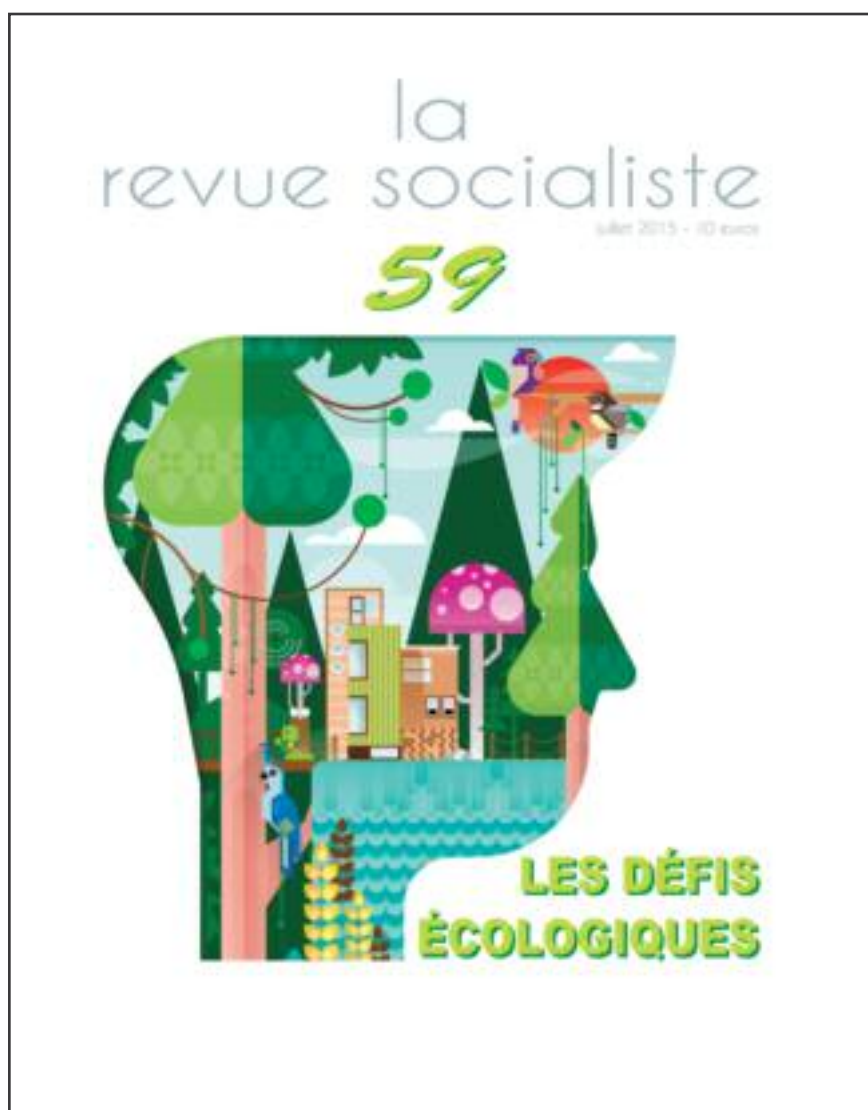
Le Conseil régional est engagé, depuis 2014, dans un plan de soutien à l'apprentissage de plus de 4 millions d'euros qui se trouve conforté par le plan de mobilisation national initié par le gouvernement. Les mesures présentées le 13 mai dernier par le Premier ministre entraîneront plus de lisibilité, de stabilité et de simplicité pour les entreprises qui recrutent, les CFA qui forment et les régions qui financent. Elles constituent les bases indispensables pour atteindre l'objectif de 500 000 jeunes en apprentissage, en 2017.

Rappelons, enfin, que l'apprentissage et la formation professionnelle des demandeurs d'emploi sont des compétences majeures des conseils régionaux qui entendent soutenir ces voies privilégiées d'insertion professionnelle, en signant une convention pour le développement et l'emploi dans les territoires.

B.I.

# La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial aux défis et problèmes auxquels se confronte la Conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui se réunira à Paris, fin novembre. À lire !**



MR.  MME.  Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de ..... euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :